

Forces de police nationale (FPN)/Renforcement des capacités des hauts cadres Au profit de la paix et de la sécurité des populations

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Pendant trois jours, les échanges au cœur de ce séminaire dont les travaux ont été ouverts, hier matin, au Delta postal par le commandant en chef des FPN, le général Jean-Clotaire Thierry Oye Zue, permettront de partager la réflexion, de proposer et d'apporter des solutions aux problèmes qui touchent au plus près l'espace communautaire de la CEEAC.

LES hauts cadres des Forces de police nationale (FPN) renforcent leurs capacités, depuis hier, au Delta postal (commune d'Akanda). Ce, dans le cadre d'un séminaire de trois jours placé sous le double patronage du ministère de l'Intérieur et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). La cérémonie d'ouverture a été présidée, hier, par le commandant en chef des FPN, le général de division Jean-Clotaire Thierry Oye Zue. En présence du secrétaire général adjoint de la CEEAC en charge du département de l'intégration humaine, de la paix, de la sécurité et de la stabilité, Guy Pierre Garcia, et des officiers généraux, supé-



Photo : JOE MANIANGA

Le commandant en chef des FPN, le général Jean-Clotaire Thierry Oye Zue (micro) présidant l'ouverture du séminaire...

rieurs et subalternes. La médiation et tout autre mode de règlement pacifique des différends, la maîtrise des outils de veille avec les technologies de l'information et de la communication, le traitement, l'analyse et la diffusion de l'information stratégique, l'initiation à la médiation en temps de crise et la gestion des conflits armés sont les thèmes retenus pour meubler les échanges, discussions et réflexions de cette importante rencontre. Avec pour objectif d'apporter des solutions aux problèmes qui touchent au plus près les populations de notre espace communautaire. « Notre époque connaît de profondes mutations sur tous les plans. Les enjeux sécuritaires n'ont jamais été aussi cruciaux (...). Je voudrais saisir cette occasion

pour remercier les éminents experts présents à cette rencontre. J'ai foi dans leur conviction d'apporter des contributions multiformes à la réussite de ce séminaire de renforcement des capacités des hauts cadres de notre corporation » a indiqué le commandant en chef des FPN. Le renforcement des capacités, a souligné, à son tour, le SGA de la CEEAC, est particulièrement recommandé aux Forces de police de nos États, qui sont souvent les premières à faire face aux menaces de l'heure, telles que le terrorisme, l'immigration clandestine, le trafic de stupéfiants, la contrebande, le grand banditisme, etc. Pour Guy-Pierre Garcia, leur implication dans la gestion des crises internes multiformes se présente comme une évi-



Photo : JOE MANIANGA

... auquel prennent part des officiers généraux, supérieurs et subalternes.



Photo : JOE MANIANGA

Photo à la fin de la cérémonie d'ouverture pour immortaliser l'événement.

dence. « Cela en harmonie avec les dispositions pertinentes de la directive de formation du Copax (Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale), que met en œuvre le service intégré de formation (Sif). Vous comprenez ainsi pourquoi le secrétariat général de la CEEAC apprécie hautement et a répondu

promptement à l'initiative des autorités gabonaises de tenir ce séminaire », a-t-il souligné. Vivement donc que cette session de formation apporte un complément et supplémente aux connaissances habituelles et traditionnelles dont ces hauts cadres des FPN disposent déjà.

Education/Retour sur le mouvement d'humeur des élèves du lycée Paul Indjendjet Gondjout, mardi dernier Le déficit de tables-bancs en question

F.B.E.M
Libreville/Gabon

LE manque de tables-bancs ! Telle est la raison du mouvement d'humeur des élèves du lycée Paul Indjendjet Gondjout (LPIG), mardi dernier, à Libreville. Ces apprenants sont sortis de leur franchise scolaire pour exprimer leur colère, et dire leur ras-le-bol devant une situation qui n'a que trop duré.

Lors du passage de notre équipe de reporters dans cet établissement public, hier, l'ampleur de cette carence en tables-bancs était perceptible. Elèves, personnels enseignant et administratif affirment que cela fait bientôt trois ans que « le déficit en tables-bancs constitue un grand problème » au sein du lycée. Lors des changements de classes—pour celles pratiquant le turn-over, à l'instar des 4e ou des 1ères—, il n'est pas rare de croiser des lycéens, transportant des tables-bancs de salle en salle, et de bâtiment en bâtiment, pour espérer suivre un cours étant assis. Plutôt que de-



Photo : D.R

Elèves comme personnel d'encadrement ont confirmé l'authenticité de cette image, présente sur les réseaux sociaux.



Photo : F.B.E.M

A chaque changement de classe, l'on assiste à un incessant mouvement de transport de tables-bancs au sein du LPIG.

Interrogé sur cette situation, un responsable administratif explique que l'établissement fait face à « un déficit de 800 tables-bancs. La tutelle en est informée, mais elle est incapable de nous les fournir depuis bientôt trois ans. Je n'arrive pas à m'expliquer une telle situation, dans un pays comme le nôtre, recouvert (...) de forêt. La fabrication de tables-bancs devrait pourtant être quelque chose d'assez facile... L'un d'entre eux, prof de français, a confié ce qui suit : « Hier, en arrivant dans une salle de 4e, je me suis retrouvé dans une classe avec seule-

ment trois tables-bancs. Comment voulez-vous que je dispense mon cours dans un tel contexte ? » Les personnes interrogées ont toutes nié la rumeur selon laquelle il aurait été demandé à chaque parent d'acheter un table-banc pour son rejeton. Cependant, elle ont reconnu que ce déficit de places assises avait fini par créer des trafics de tous genres. Notamment, le fait que certains élèves n'ayant pas cours cèdent leurs tables-bancs à d'autres lycéens, moyennant de l'argent ! A la question de savoir pour-

quoi le LPIG ne procède-t-il pas aux cours par double-flux, pour tenter d'endiguer cette situation, le responsable administratif répond qu'au moment où cette demande a été faite à l'établissement par la tutelle, le lycée avait déjà confectionné des emplois du temps définitifs, procédé aux affectations d'enseignants et d'élèves dans des classes précises, et même commencé certains devoirs.

« Cela ne pourra être possible que dès l'année prochaine », a-t-il laissé entendre. Une question brûle cependant les lèvres. Celle de savoir où en est la collaboration entre le Cluster Gabon Wood Hub et le ministère de l'Éducation nationale, en ce qui concerne la fabrication du mobilier scolaire, et précisément des tables-bancs. L'on se souvient que lors de la première livraison de 400 tables-bancs au ministre Florentin Mousavou, en octobre dernier, il avait été dit que c'était le premier lot d'une commande de 150 000 tables-bancs, étalée sur une période de 9 mois. Qu'en est-il donc aujourd'hui ?

Ici et ailleurs

• Médecine
Un rein transplanté à la place de la rate
L'hôpital italien Molinette de Turin (nord-ouest) a annoncé, hier, avoir transplanté un rein à la place de la rate d'une fillette de six ans, sous dialyse depuis sa naissance en raison d'une anomalie très rare dans le développement du rein et d'une malformation compliquée des vases sanguins abdominaux qui lui interdisait de boire et d'uriner. Une première mondiale, aux dires de l'hôpital.

• Tourisme
La Tour Eiffel encore fermée!



Photo : AFP

La Tour Eiffel est restée fermée, hier, pour le deuxième jour consécutif, en raison d'un mouvement de grève du personnel de ce monument emblématique de Paris, ont annoncé les syndicats et la direction. La grève a été reconduite en assemblée générale de l'équipe de jour mercredi matin, a indiqué le syndicat CGT à l'AFP, la direction du monument confirmant que la Tour "n'ouvrirait pas". Les grévistes se plaignent du manque de dialogue social et de transparence sur les projets liés à l'exploitation de la Tour.

• Code vestimentaire
Guerre des jupes au Parlement israélien

Le Parlement israélien a été le théâtre, hier, d'une bataille vestimentaire entre une demi-douzaine de femmes en jupe et les vigiles de l'institution. Celles-ci se sont vu interdire l'accès au bâtiment où elles travaillent, sous prétexte que leur jupe ou leur robe était jugée trop courte. Selon les médias, le code vestimentaire imposé par l'administration du Parlement, interdit le port du t-shirt, du short, de la robe ou de la jupe courte, et de sandales.

• Mœurs
Des maires opposés au mariage gay

Des maires français ont annoncé, hier, qu'ils déposeraient, demain, un recours devant l'ONU pour dénoncer "l'atteinte à la liberté de conscience" que constitue pour eux l'obligation de marier des couples homosexuels. La procédure devant le comité des droits de l'Homme de l'ONU est soutenue par trente élus appartenant au collectif des "Maires pour l'enfance", opposé à la loi de mai 2013 ayant ouvert le mariage aux personnes de même sexe.